



KPMG SA
11 rue Archimède
Domaine de Pelus
33700 Mérignac

Association de Gestion du Conservatoire National des Arts et Métiers en région Nouvelle-Aquitaine

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Association de Gestion du Conservatoire National des Arts et Métiers en région Nouvelle-Aquitaine
2 rue Marc Sangnier - 33130 BEGLES

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
11 rue Archimède
Domaine de Pelus
33700 Mérignac

Association de Gestion du Conservatoire National des Arts et Métiers en région Nouvelle-Aquitaine

2 rue Marc Sangnier - 33130 BEGLES

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'Assemblée générale de l'Association de Gestion du Conservatoire National des Arts et Métiers
en région Nouvelle-Aquitaine,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association de Gestion du Conservatoire National des Arts et Métiers en région Nouvelle-Aquitaine relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee)

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour ECHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne les produits de formation et les subventions d'exploitation.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant la gouvernance associative relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Mérignac, le 19 juin 2025

KPMG SA

 Guillaume
Salomez
2025.06.19
18:31:08 +02'00'

Guillaume SALOMMEZ

Associé

AGCNAM Nouvelle-Aquitaine

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels
Exercice clos le 31 décembre 2024

Bilan

Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)		Variations
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net	
Actif immobilisé					
Immobilisations incorporelles					
Frais d'établissement					
Recherche et développement					
Donation temporaires d'usufruit					
Concessions, brevets, droits similaires	289 756	223 232	66 523	91 436	- 24 913
Fonds Commercial					
Immobilisations incorporelles en cours					
Avances et acomptes					
Immobilisations corporelles					
Terrains					
Constructions	861 117	163 700	697 418	711 798	- 14 381
Installations techniques, matériel et outillage industriels					
Autres immobilisations corporelles	1 097 846	914 887	182 959	226 123	- 43 164
Immobilisations corporelles en cours	-		-	-	
Avances et acomptes					
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
Immobilisations financières					
Créances rattachées à des participations					
Autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres immobilisations financières	4 325		4 325	4 325	
TOTAL (I)	2 253 044	1 301 819	951 225	1 033 682	- 82 457
Actif circulant					
Stocks et en-cours					
Créances					
Clients et comptes rattachés	3 763 175	1 350	3 761 825	2 513 704	1 248 120
Autres créances	1 235 968	-	1 235 968	1 311 868	- 75 900
Valeurs mobilières de placement					
Disponibilités	2 492 329		2 492 329	3 550 457	- 1 058 128
Charges constatées d'avance	156 340		156 340	187 565	- 31 225
TOTAL (II)	7 647 812	1 350	7 646 462	7 563 594	82 868
Frais d'émission des emprunts (III)					
Primes de remboursement des emprunts (IV)					
Ecart de conversion actif (V)					
TOTAL (0 à V)	9 900 856	1 303 169	8 597 687	8 597 276	410

Bilan (suite)

Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variations
FONDS PROPRES			
Fonds propres sans droit de reprise			
Dons legs et donations, subvention d'inv			
Fonds propres statutaires	1 759 205	1 759 205	-
Fonds complémentaires			
Fonds propres avec droits de reprise			
Autres fonds associatifs (1/2)			
Ecart de réévaluation			
Réserves			
Report à nouveau	2 643 442	2 449 479	193 962
Résultat de l'exercice	- 98 005	193 962	- 291 968
Situation nette (sous total)	4 304 641	4 402 647	
Fonds propres consommables			
Subventions d'investissements			
Provisions réglementées			
Autres fonds associatifs (2/2)			
Subventions d'investissement sur biens non re	125 721	68 430	57 291
Provisions réglementées			
TOTAL (I)	4 430 362	4 471 076	- 40 714
FONDS REPORTES ET DEDIES			
Fonds reportés liés aux legs ou donations			-
Fonds dédiés			-
TOTAL (II)	-	-	-
PROVISIONS			
Provisions pour risques	388 349	613 515	- 225 166
Provisions pour charges	12 570	15 918	- 3 347
TOTAL (III)	400 919	629 433	- 228 514
DETTES			
Dettes financières			
Emprunts obligataires et assimilés			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	193 218	238 398	- 45 180
Emprunts et dettes financières diverses	-	-	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 578 653	2 162 449	416 204
Dettes fiscales et sociales	557 927	538 155	19 772
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-	1 562	- 1 562
Autres dettes	121 257	158 097	- 36 839
Produits constatés d'avance	315 351	398 107	- 82 756
TOTAL (IV)	3 766 406	3 496 768	269 638
Ecart de conversion passif (V)			
TOTAL PASSIF (I à V)	8 597 687	8 597 277	410

Compte de résultat

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variations	%
	Total	Total		
Vente de marchandises				
Production vendue biens				
Production vendue services	5 362 675	5 534 757	- 172 082	➡ -3%
Chiffres d'affaires Nets	5 362 675	5 534 757	- 172 082	➡ -3%
Concours publics - Taxe apprentissage	25 748	15 346	10 402	⬆ 68%
Subventions d'exploitation reçues	1 963 366	2 158 568	- 195 202	⬇ -9%
Reprises sur amort. Et prov., transfert de charges	336 470	90 127	246 344	⬆ 273%
Autres produits	1 457	266	1 191	⬆ 447%
Total des produits d'exploitation	7 689 717	7 799 064	- 109 347	➡ -1%
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Autres achats et charges externes	2 980 419	2 842 462	137 957	➡ 5%
Impôts, taxes et versements assimilés	62 621	47 931	14 689	⬆ 31%
Salaires et traitements	3 446 747	3 369 346	77 401	➡ 2%
Charges sociales	1 183 750	1 146 254	37 497	➡ 3%
Dotations aux amortissements sur immobilisations	233 377	233 538	- 161	➡ 0%
Dotations aux provisions	24 303	41 830	- 17 527	⬇ -42%
Autres charges	16 426	10 163	6 263	⬆ 62%
Total des charges d'exploitation	7 947 643	7 691 524	256 119	➡ 3%
RESULTAT EXPLOITATION	- 257 926	107 540	- 365 466	⬇ -340%
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières				
Autres intérêts et produits assimilés	45 325	38 477	6 848	⬆ 18%
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Différences positives de change	-	-		
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement		-		
Total des produits financiers	45 325	38 477	6 848	⬆ 18%
Dotations financières aux amortissements et provisions				
Intérêts et charges assimilées	2 159	2 653	- 494	⬇ -19%
Différence négative de change				
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placement				
Total des charges financières	2 159	2 653	- 494	⬇ -19%
RESULTAT FINANCIER	43 166	35 825	7 342	⬆ 20%
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	- 214 760	143 364	- 358 124	⬇ -250%

Compte de résultat (suite)

Produits exceptionnels sur opérations de gestion	144 973	66 037	78 935	↑ 120%
Produits exceptionnels sur opérations en capital				
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Total des produits exceptionnels	144 973	66 037	78 935	↑ 120%
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	27 380	13 457	13 923	↑ 100%
Charges exceptionnelles sur opérations en capital				
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions				
Total des charges exceptionnelles	27 380	13 457	13 923	↑ 100%
RESULTAT EXCEPTIONNEL	117 593	52 580	65 012	↑ 124%
Impôts sur les sociétés	838	1 982		
Total des Produits	7 880 015	7 903 579	- 23 563	→ 0%
Total des Charges	7 978 021	7 709 616	268 404	→ 3%
RESULTAT NET	- 98 005	193 962	- 291 968	↓ -151%
Contributions volontaires en nature				
Prestations en nature	394 448	17 590		
Total Contributions volontaires en nature	394 448	17 590		
Charges des contributions volontaires en nature				
Mise à disposition gratuite des biens	394 448	17 590		
Total des Charges des contributions volontaires en nature	394 448	17 590		

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

AGCNAM NOUVELLE-AQUITAINE

Association de Gestion du
Conservatoire National des Arts et Métiers
en région Nouvelle-Aquitaine

Cité numérique
2, Rue Marc SANGNIER
33130 BEGLES

SIREN : 824 344 279
code NAF : 8542Z

SOMMAIRE

1. METHODES GENERALES
2. CHANGEMENT DE METHODES D'EVALUATION ET DE PRESENTATION
3. FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE
4. TABLEAU DE VARIATION DES IMMOBILISATIONS
5. TABLEAU DE VARIATION DES AMORTISSEMENTS
6. TABLEAU DE VARIATION DES PROVISIONS
7. ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES
8. TABLEAU DE SUIVI DES FONDS DEDIES
9. TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES
10. TABLEAU DE VARIATION DES FONDS DEDIES
11. EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE
12. HONORAIRES COMMISSAIRES AUX COMPTES
13. CHARGES A PAYER ET PRODUITS A RECEVOIR
14. DETAIL DU CHIFFRE D'AFFAIRES
15. TABLEAU D'INFORMATION DES SUBVENTIONS
16. EFFECTIFS
17. REMUNERATIONS DES TROIS PLUS HAUTS CADRES DIRIGEANTS
18. ENGAGEMENTS HORS BILAN



L'Association de Gestion du Conservatoire national des arts et métiers de la Région Nouvelle- Aquitaine a pour objet de gérer les moyens financiers, matériels et humains au service du développement des missions du Conservatoire national des arts et métiers, à savoir :

- La formation tout au long de la vie,
- Le développement et la valorisation de la recherche technologique,
- La diffusion de la culture scientifique et technique.

Conformément à la réglementation en vigueur et notamment les articles 25 et 26 du décret n°88-413 du 22 avril 1988 modifié et du décret n°89-108 du 20 février 1989.

Le Cnam en région Nouvelle Aquitaine organise et met en œuvre toute l'offre de service et de formation du Cnam sur son territoire. Les principales activités du Cnam Nouvelle-Aquitaine recouvrent 4 segments : la promotion sociale, la validation des acquis, l'alternance et la formation courte sur mesure.

Les subventions octroyées dans l'exercice sont :

- Subvention Région pour soutenir les actions de formation dans le cadre de la promotion sociale,
- Subvention Magelis pour soutenir le fonctionnement du Cnam Enjmin,
- Subvention Cœur de Territoire pour soutenir les formations supérieures dans les villes moyennes,
- Subvention Patstec pour soutenir la sauvegarde du patrimoine scientifique et technique contemporain.

Les comptes annuels de l'Association de Gestion du Conservatoire national des arts et métiers de la Région Nouvelle- Aquitaine (AGCNAM NOUVELLE-AQUITAINE) se caractérisent par les éléments suivants :

L'exercice social clos le 31/12/2024 a une durée de 12 mois,

Les comptes de l'exercice se présentent comme suit :

- **BILAN** arrêté à un total de **8 597 687 €**
- **COMPTE DE RÉSULTAT** arrêté à un total de **7 880 015 €**
- **DEFICIT** de gestion s'élevant à **98 005 €**
- **ANNEXE** composée des chapitres ci-avant désignés.

1. METHODES GENERALES

🔗 Conventions de principe

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,

et aux règles d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments est la méthode des coûts historiques.

Le règlement ANC 2018-06 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020. Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

- Immobilisations : Les immobilisations sont évaluées au coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) minoré des remises, rabais et escomptes obtenus.
- Amortissements de l'actif immobilisé : les biens susceptibles de subir une dépréciation sont amortis selon le mode linéaire sur la base de leur durée d'usage :

○ Logiciels :	1 an
○ Logiciels – Plan de développement :	3 ans
○ Droits d’auteur :	3 ans
○ Ensemble immobilier administratif – Gros Œuvre :	40 ans
○ Ensemble immobilier administratif – Etanchéité :	30 ans
○ Ensemble immobilier administratif – Menuiseries extérieures :	22,5 ans
○ Installations générales de l’ensemble immobilier administratif :	22,5 ans
○ Installations – Agencements divers :	3 à 10 ans
○ Matériel de bureau :	1 à 5 ans
○ Matériel informatique :	1 à 5 ans
○ Matériel – Plan de développement :	1 à 5 ans
○ Matériel de transport :	1 à 3 ans
○ Mobilier :	4 à 10 ans

- Disponibilités : Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.
- Provision :
 - Provisions pour dépréciation d’actif : elles sont constituées pour tenir compte des risques d’irrécouvrabilité relatifs à l’actif existant à la date d’arrêté des comptes. Le taux de provision est de 100%
 - Pour le calcul des Indemnités de Départ à la Retraite, les hypothèses pour 2024 sont : un taux d’actualisation de 3,70 %, une revalorisation des salaires au taux de 1%, et une hypothèse d’âge de départ à la retraite moyen de 65 ans.
 - Provisions pour risques : elles sont constituées pour tenir compte et anticiper comptablement un risque avéré dont les conséquences prendront effet à l’issue de la clôture de l’exercice comptable.

2. CHANGEMENT DE METHODES D'EVALUATION ET DE PRESENTATION

Pas de changement de méthode d’évaluation et de présentation par rapport à l’exercice 2023.

3. FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

L’exercice clos le 31/12/2024 a une durée de 12 mois et se conclut par un résultat négatif de – 98 k€.

Activité 2024 :

Les effectif 23-24 sont en baisse (-3.9%) par rapport à 22-23. La baisse porte principalement sur l’activité VAE. L’activité alternance connaît aussi un repli.

Activité Promotion sociale :

La subvention de la Région a été consommée à hauteur de 1 220 k€ soit 100 % du montant de la subvention obtenue. En 2024, 2974 élèves ont suivi un parcours de formation, pour un objectif de 2700 parcours notifiés dans la convention Région.

Activité alternance :

Les effectifs 23-24 sont en baisse de 3,5 % par rapport à 22-23. Cette tendance est inversée à la rentrée 2024. Les inscriptions affichent une hausse de 1,9 %. L’année est marquée par la baisse des niveaux de prise en charge par France Compétence pour quelques formations.

A la rentrée 2024, 6 nouvelles formations ont démarré, dans le cadre de notre partenariat avec le rectorat de région académique et un reste à charge a été appliqué pour 5 formations. Deux nouveaux cursus ont été développés au niveau Master.

VAE :

L’expérimentation du portail France VAE démarrée en 2023 a été poursuivie en 2024. Elle a connu de nombreux dysfonctionnements

Au Cœur des territoires :

L’année 2024 marque la fin de projet de développement triennal avec Bergerac.

Activité ENJMIN :

Le subvention MAGELIS s'établit à 640 k€ en 2024.

Qualité :

L'année 2024 est marquée par le renouvellement de la certification Qualiopi pour les actions de formation et les actions permettant de faire valider les acquis de l'expérience, pour une durée de 3 ans à compter du 8 décembre 2024.

Ressources Humaines :

L'accord NAO 2023 a été mis en application en 2024.

L'année est marquée par des avancées significatives sur un accord d'entreprise relatif à l'aménagement du temps de travail. Cet accord sera approuvé en mars 2025 par référendum d'entreprise.

Pour pallier à l'absence d'un manager territorial, le CNAM a fait appel à des managers de transitions. Cela a impacté les charges (comptes 62).

4. TABLEAU DE VARIATION DES IMMOBILISATIONS

	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles	251 580	38 175	-	289 755
Immobilisations corporelles	2 196 257	112 745	350 039	1 958 963
Immobilisation en cours	-	-	-	-
Immobilisations financières	4 325	-	-	4 325
TOTAL	2 452 162	150 920	350 039	2 253 044

5. TABLEAU DE VARIATION DES AMORTISSEMENTS

	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations : Dotations de l'exercice	Diminutions d'amortissements de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	160 145	63 088	-	223 232
Immobilisations corporelles	1 258 336	170 289	350 039	1 078 587
Immobilisations financières	-	-	-	-
TOTAL	1 418 481	233 377	350 039	1 301 819

6. TABLEAU DE VARIATION DES PROVISIONS

	Provisions au début de l'exercice	Augmentations : Dotations de l'exercice	Diminutions reprises de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Provisions réglementées				
Provisions pour risques	613 515	20 631	245 797	388 349
Provisions pour charges	15 918		3 347	12 570
Provisions pour dépréciations	24 910	3 672	27 231	1 350
TOTAL	654 342	24 303	276 376	402 269

7. ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES

Créances ^(a)	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Echeances < 1 an	Echeances > 1 an
Créances de l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts ⁽¹⁾			
Autres	4 325		4 325
Créances de l'actif circulant			
Créances usagers et comptes rattachés	3 763 175	3 763 175	
Autres	1 235 968	1 235 968	
Charges constatées d'avance	156 340	156 340	
TOTAL	5 159 808	5 155 483	4 325
(1) Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

(a) Non compris les avances et acomptes versés sur commandes en cours

Dettes ^(b)	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances		
		à - 1 an	à + 1 an	à + 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts (2) et dettes auprès des établissements de crédit dont :	193 218			
à - 1 an au maximum à l'origine	3 964	3 964		
à plus de 1 an à l'origine	189 254	45 629	143 625	
Emprunts et dettes financières divers ⁽²⁾				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 578 653	2 578 653		
Dettes fiscales et sociales	557 927	557 927		
Dettes s/immobilisations et comptes rattachés	-	-		
Autres dettes	121 257	121 257		
Produits constatés d'avance	315 351	315 351		
TOTAL	3 766 406	3 622 781	143 625	-
(2) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				

(a) Non compris les avances et acomptes versés sur commandes en cours

8. TABLEAU DE SUIVI DES FONDS DEDIES

SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AFFECTEES

Situations	Montant initial	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées (6894)	fonds restants à engager en fin d'exercice
Ressources	(1)	A	B	C	D = A - B + C
			NEANT		
TOTAL	-	-	-	-	-

9. TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES

VARIATION DES FONDS ASSOCIATIFS	A la clôture 31/12/2023	A l'ouverture 01/01/2023	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	A LA CLOTURE
Fonds propres sans droit de reprise	1 759 205					1 759 205
Fonds propres avec droit de reprise	-					-
Ecart de réévaluation	-					-
Réserves	-					-
Report à nouveau	2 449 479		193 962			2 643 442
Excédent ou déficit de l'exercice:	193 962	-	193 962		98 005	98 006
Situation nette	4 402 646		-		98 005	4 304 641
Fonds propres consommables	-					-
Subventions d'investissement renouvelables	-					-
Subventions d'investissement non renouvelables	68 430			134 612	77 320	125 722
Provisions réglementées	-					-
TOTAL	4 471 076	-	-	134 612	175 325	4 430 362

10. TABLEAU DE VARIATION DES FONDS DEDIES

VARIATION DES FONDS DEDIES ISSUS DE	A la clôture DE L'EXERCICE N-1	Virements de poste à poste liés au NRC	REPORTS	UTILISATIONS		TRANSFERTS	A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	
				Montant global	Dont rembourse-ment		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation (1)								
Contributions financières d'exploitation d'autres organismes (1)				NEANT				
Contributions financières d'investissement d'autres organismes (1)								
Ressources liées à la générosité du public (1)								
TOTAL								

(1) les lignes sont à ventiler par projet ou catégorie de projet

11. EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

Prestation en nature :

L'AGCnam Nouvelle-Aquitaine bénéficie de mise à disposition gratuite des locaux de Brive, Cognac, Dax, Marmande, Niort, Poitiers. Les loyers de ces locaux ont été valorisés pour un montant total de 376 K€. Cette évaluation a été calculée en tenant compte du prix du marché des loyers des bureaux-commerces. L'AGCnam Nouvelle-Aquitaine ne supporte que les coûts énergétiques et le

nettoyage des locaux. La mise à disposition à titre gratuit du site de Limoges est valorisée à 17,59 k€, conformément à l'article 10 de la convention de mise à disposition temporaire de biens immobiliers sur le domaine public régional du lycée Turgot.

Site	Montant	Modalité calcul
Dax (locatif) : 383 m2 178 AV SAINT VINCENT DE PAUL - 40100 DAX	76 600,00	Evaluation prix du marché - loyer bureau/commerce
Marmande (locatif) : 40 m2 Pôle Jeunes - 3 rue de l'Observance - 47 200 Marmande	5 320,00	Evaluation prix du marché - loyer bureau/commerce
Bergerac (locatif) : 60 m2 109 rue du Docteur Roux - 24100 BERGERAC	4 800,00	Evaluation prix du marché - loyer bureau/commerce
Niort (locatif) : 960m2 12 AV JACQUES BUJAULT - 79000 NIORT	124 800,00	Evaluation prix du marché - loyer bureau/commerce
Poitiers (locatif) : 1100 m2 22 AV GUSTAVE EIFFEL - 86360 CHASSENEUIL-DU-POITOU	158 400,00	Evaluation prix du marché - loyer bureau/commerce
Limoges (locatif) : 354 m2 19 RUE FRANCOIS PERRIN - 87000 LIMOGES	17 590,00	Art. 10 convention d'occupation temporaire de biens Immobiliers - TURGOT
Brives (locatif) : 150 m2 8 RUE CHATEAUBRIAND - 19100 BRIVE-LA-GAILLARDE	6 938,00	Evaluation prix du marché - loyer bureau/commerce
	394 448,00	

12. HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le montant des honoraires des commissaires aux comptes au titre du contrôle légal des comptes pour l'exercice 2024 est de 26,35 k€ TTC.

13. CHARGES A PAYER ET PRODUITS A RECEVOIR

Produits à recevoir :

- Clients – factures à établir : 2 077 163 €
- Fournisseurs – avoirs à recevoir : 46 878 €
- Subvention Conseil Régional Nouvelle-Aquitaine : 1 093 153 €

Charges à payer :

- Clients – avoirs à établir : 0 €
- Fournisseurs – factures non parvenues : 1 792 811 €
- Personnel : 157 304 €
- Dettes fiscales et sociales à payer : 96 263 €
- Autres dettes : 0 €

Charges constatées d'avance :

- Charges de formation : 54 010 €
- Autres charges d'exploitation : 102 330 €

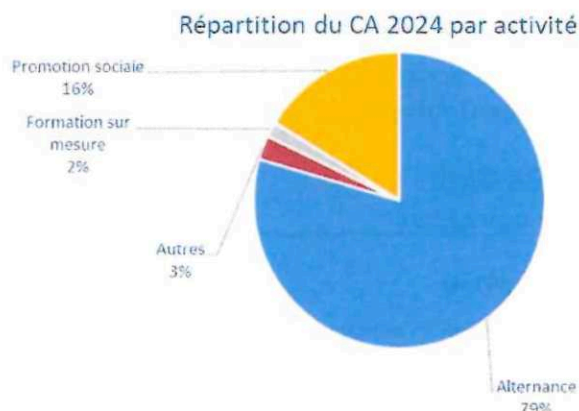
Produits constatés d'avance :

- Quote-part formation 2024-2025: 170 838 €
- Subvention perçue d'avance sur prestation non réalisée et taxe apprentissage : 144 513 €

14. DETAIL DU CHIFFRE D'AFFAIRES

Le CA 2024 qui s'élève à 5 207 379 € se répartit comme suit :

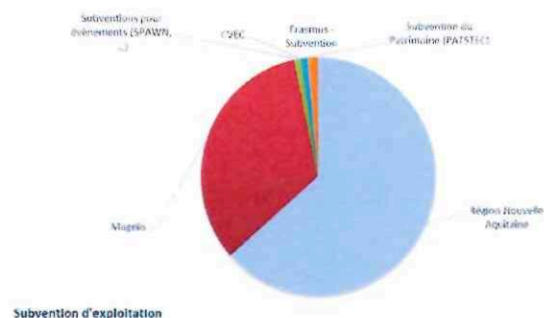
	CA 2024
Alternance	4 261 534
Autres	142 088
Formation sur mesure	88 017
Promotion sociale	871 037
Total général	5 362 675



15. TABLEAU D'INFORMATION DES SUBVENTIONS

=>Subventions d'exploitation

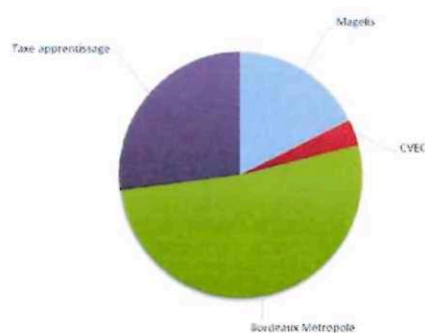
Région Nouvelle Aquitaine		1 220 000
Magelis		640 000
Subventions pour événements (SPAWN, ...)		17 000
Communauté d'Agglomération Bégaracoise*	7 500	
Val de Garonne Agglomération*	7 500	
Banque des Territoires - Cognac*	25 000	
Total Cœur des Territoires *		40 000
AGEFIPH-aide à l'embauche		850
CVEC		810
Subvention du Patrimoine (PATSTEC)		18 040
Erasmus - Subvention		26 666
Total		1 963 366



=>Subventions d'investissement et taxe apprentissage (solde non utilisé)

Magelis	22 172
CVEC	4 309
Bordeaux Métropole	65 301
Taxe apprentissage	33 940
Total	125 721

Subvention d'investissement



16. EFFECTIFS

Sur la base d'une durée de travail de 35 heures par semaine, l'effectif en équivalent temps plein de l'AGCNAM Nouvelle- Aquitaine est de 85,23 ETP sur l'année 2024, dont 64,53 ETP non-cadres et 20,70 ETP cadres.

17. REMUNERATION DES TROIS PLUS HAUTS CADRES DIRIGEANTS

Au sens de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement associatif, les 3 plus hauts cadres dirigeants étant des bénévoles (Président, Vice-président et Trésorier) le montant de leur rémunération s'élève à 0€.

18. ENGAGEMENTS HORS BILAN

Suretés réelles consenties sur emprunt :

Nature	Montant en € de l'emprunt garanti	Montant de la garantie à l'origine
Hypothèque immobilière	189 254	61 200
Privilège du prêteur de deniers		388 800

